

# "Érigeons la montagne au rang de cause majeure"

Enfin réactivé, mardi, à Olmi-Cappella, le comité territorial de massif veut tourner la page du temps et des occasions perdus pour se concentrer sur l'essentiel : un schéma de développement et un statut d'île montagne

Dans le Ghjunssani, il faut vraiment vouloir y aller pour s'y retrouver. Tant il est vrai que les routes qui mènent à cette microrégion excentrée, coincée entre la Balagne et le Centre Corse, traversent de vastes étendues où le petit maquis impose sa marque désertique. Dans le Ghjunssani, mardi, la majorité territoriale voulait vraiment y aller. Pour tenir, sur la commune d'Olmi-Cappella, une réunion que d'aucuns n'ont pas hésité à qualifier d'historique. Celle qui a permis de tirer un comité territorial de massif de son état de mort clinique, l'outil qui doit permettre au rural et à la montagne de tirer le meilleur de leurs potentialités.

Le Ghjunssani, à la fois pour planter le décor et situer l'enjeu... des décennies après les premiers slogans qui criaient : "Sauvons le rural" ou "revitalisons l'intérieur" ! Les incantations ont souvent prévalu, les trains sont passés, emportant avec eux les opportunités de se saisir des vraies questions. Le comité de massif corse n'aura été qu'un train fantôme. Il fut pourtant l'émanation d'une loi qui le porta, en 1985, sur les fonts baptismaux, le jour où le massif corse a été officiellement reconnu avec tous les autres massifs continentaux (Alpes, Pyrénées, Massif Central, Jura, Vosges). L'instance n'eut qu'une existence virtuelle, y compris à partir de janvier

2002 quand elle bascula sous la compétence de la collectivité territoriale de Corse. Voilà pourquoi Jean-Jacques Gianni avait l'impression de vivre "un grand jour pour la montagne. Pendant des années, à l'Association nationale des élus de montagne, j'ai rencontré des gens qui se battaient pour leur massif et qui y croyaient. Nous, on se demandait ce qu'on faisait là", reconnaissait le maire d'Evisa.

L'immobilisme a coûté cher. Au sens propre du terme dans la mesure où la Corse n'a pu accéder aux importants financements, à savoir les dizaines de millions d'euros par an de trois programmations quinquennales. "Elle a aussi été privée d'un outil catalyseur considérable, mais il ne tient qu'à nous, aujourd'hui, de le remettre en marche", a confié Gilles Simeoni. Le président de l'exécutif territorial était présent à Olmi-Cappella, en compagnie de cinq conseillers, et de Jean Guy Talamoni, le président de l'Assemblée de Corse. Ce dernier n'a pas manqué de souligner, d'ailleurs, "la présence forte de la majorité territoriale pour marquer tout l'intérêt porté aux questions de la ruralité et de la montagne". Et Jean-Félix Acquaviva, qui préside cette instance désormais réactivée, d'enfoncer le clou : "La mission de ce comité de massif ne doit pas être l'appendice d'une politique, mais un véritable pilier du dé-



Outre la présidence de l'office des transports, Jean-Félix Acquaviva assure également celle du comité de massif dont la renaissance a été actée mardi, à Olmi-Cappella. /PHOTO N. K.

veloppement. Érigeons la montagne au rang de cause d'intérêt territorial majeure."

**Un mois de juillet déjà capital**  
Conformément à une forte attente et à la volonté de l'ensemble des acteurs, la re-

présentativité la plus large apparaît au sein de ce comité de 89 membres. De tous les échelons électifs aux représentants du sport nature, en passant par les partenaires du monde environnemental, agricole, touristique, au tissu associatif, jusqu'à l'université de Corse.

Lors de la séance inaugurale, ces derniers ont validé la feuille de route proposée par la CTC, à commencer par l'élaboration, d'ici la fin de l'année, d'un schéma d'aménagement et de développement de la montagne corse. Précisant que, pour mener à

bien sa mission, le comité de massif bénéficiera du soutien logistique de l'administration territoriale, Gilles Simeoni a assuré que l'outil "ne constituera pas un doublon mais bien au contraire, un moyen de croiser les politiques publiques, de miser sur les mutualisations et sur la transversalité". Mais au-delà de son propre projet, le comité veut également négocier avec l'État pour faire aboutir une revendication que Jean-Félix Acquaviva et les élus de montagne portent depuis plusieurs mois déjà : l'obtention, pour le massif corse, d'un statut d'île montagne dans le cadre de l'acte II de la loi. Sur le sujet, le président du comité de massif est en contact avec le cabinet de Jean-Michel Baylet, le ministre concerné par le sujet qui devrait revenir dans l'île d'ici la fin du mois de juillet. En attendant, aujourd'hui, une délégation de l'Association nationale des élus de montagne conduite par le président Laurent Wauquiez sera à Bastia. Autant de rendez-vous qui permettront, sans nul doute, de savoir si la porte est ouverte à un tel statut pour le massif corse. Un cadre nouveau qui apporterait des moyens supplémentaires, voire une zone franche de nature à maintenir des services publics aujourd'hui menacés de disparition sur les territoires les plus isolés.

Noël KRUSLIN  
nkruslin@corsematin.com

## "Il faudra aussi en finir avec certaines pratiques"

Dans ce contexte-là, la controverse est souvent au rendez-vous. Pourquoi un comité de massif gagnerait la bataille du rural qu'aucune politique n'a été capable de livrer ? Comment un schéma de développement peut-il être crédible là où l'opération survie s'impose en premier lieu ? Plus que légitime, ces questions n'ont pourtant pas été posées. À Olmi-Cappella, l'enthousiasme prévalait, les réserves qui auraient eu leur place dans les échanges étaient restées dans les tiroirs. Le signe d'un espoir dont le comité territorial de massif est

désormais dépositaire, la preuve que les acteurs, tous logés à la même enseigne dans la démarche, aspirent à s'en emparer. Pour faire entendre leur voix tout en contribuant à la dynamique. Dans la salle, nul doute que le profil de certains participants incarnait véritablement l'âme d'un massif. À l'image de Marcel Cesari, éleveur ovin, maire de la petite commune de Riventosa et désormais conseiller territorial. Avec d'autres, discrets à l'échelle de l'île mais incontournables dans leurs régions. Si tant est que la machine reparte et trou-

ve sa bonne carburation, ils en seront les chevilles ouvrières, voire les maillons forts. Mais d'autres acteurs, moins intéressants, risquent bien de jouer contre eux.

**La rupture et ceux qui veulent y croire**  
C'est la crainte que Jean-Yves Acquaviva, castanéiculteur à Lozzi, a exprimée mardi, tout en se félicitant de voir autant de signes positifs autour de lui. "Il va falloir aussi en finir avec certaines pratiques. Quand on se projette vers

l'avenir, qu'on mise sur de nouvelles installations, sur une nouvelle donne pour l'agriculture, encore faut-il faire aussi le constat d'une situation complètement désagrégée, délitée. Quand on pense aux dérives de l'élevage bovin, on se rend compte qu'il y a forcément des choses à faire évoluer, y compris dans l'activité touristique. En fait, quand on réfléchit à tout ce qu'il y a à mettre aux normes dans l'intérieur, c'est du boulot. On ne peut pas faire de développement sur des fondations qui ne sont pas bonnes. Le but n'est pas aujourd'hui de montrer du

doigt des gens pour les exécuter en place publique, mais de délivrer un message pour reconnaître qu'on s'est aussi trompé à bien des égards et qu'on veut vraiment en finir avec certaines pratiques." En trois bonnes heures d'échanges, un mot est revenu en leitmotiv. Martelé par les tenants de la majorité territoriale et repris par bon nombre d'acteurs du milieu montagnard : rupture. Pas simple, mais indispensable pour que la mission du comité de massif ne soit pas qu'une illusion.

N.K.

## PROPRIANO SUPERCROSS

### ARENA DU VALINCO - SAISON 2

## MERCREDI 13 JUILLET 2016

**INFOS & RÉSERVATIONS**  
www.lanfranchimotoclub.com  
CORSEBILLET.CO  
SUR PLACE LE JOUR-J



LE SON DANCEFLOOR



LIGUE MOTOCYCLISTE REGIONALE CORSE



FEDERATION FRANÇAISE DE MOTOCYCLISME





SARL LANFRANCHI ENVIRONNEMENT  
TRAVAUX PUBLICS  
Vignanello 2010 PROPRIANO  
Téléphone : 04.95.51.44.84  
Portable : 06.72.13.28.11  
Fax : 04.95.78.01.08